

Cause Commune

numéro 19 - printemps 2008

Journal anarchiste - www.nefac.net

Mission canadienne en Afghanistan

Le gouvernement rit de nous !

Selon toute vraisemblance, le mâle dominant du Canada, Stephen Harper, adore la guerre. Celui-ci a remporté récemment un vote de confiance à la Chambre des communes portant sur une motion visant à remettre la fin de l'occupation canadienne en Afghanistan à février 2011. Les officiers de l'armée sont-ils nostalgiques à l'idée de quitter leurs nouveaux amis afghans, tous ces criminels de guerre endurcis recyclés en députés?

On rit jaune bien sûr, car cette idée farfelue dépasse les bornes. Le fait de remettre à 2011 la fin de cette occupation alors qu'elle était prévue pour 2007 est suffisant pour démontrer que la stabilité ne s'obtient pas à coups de crosse et de canon, ni en plaçant au pouvoir les membres d'un groupe traînant une longue tradition de viols et de pillages (l'Alliance du Nord). Les peuples afghan et canadien ont été trahis une fois de plus et on les astreindra encore à s'affronter alors que cela ne sert les intérêts ni de l'un, ni de l'autre. Lorsque l'éducation ne sera accessible que dans les madrassas (écoles coraniques) et que toutes les femmes auront été renvoyées du gouvernement, on saura que notre armée n'a rien fait de bon pour ce pays.

Impérialisme. Hégémonie. Des termes qui reviennent à la mode. Oui, qui reviennent. Rien n'a changé, en fait. Peu importe la période historique à laquelle on fait référence, on trouve des exemples qui démontrent que ces verrues politiques, ces très honorables Premiers ministres du Canada, n'ont jamais servi qu'à pousser nos pauvres ancêtres à aller mourir pour les intérêts d'une superpuissance, traditionnellement la Grande-Bretagne.

Attardons nous à la Première Guerre mondiale (1914-1918), qui ressemble sur plusieurs plans à la guerre en Afghanistan. Cette guerre trouve ses racines dans une montée de l'impérialisme ainsi que dans le désir des États d'étendre leurs zones d'influence à certaines régions instables, notamment les Balkans. Comme aujourd'hui, avec la récente adoption de la loi C-3 sur le régime des certificats de sécurité, le gouvernement fit adopter une loi pour permettre à l'État de prendre des mesures dras-



tiques et anticonstitutionnelles au nom de la sécurité nationale (la Loi sur les mesures de guerre).

Mais les similitudes ne s'arrêtent pas là! Nous savons que le gouvernement conservateur actuel a absolument besoin de l'appui du Parti libéral, lequel prétendait s'opposer à ce projet il n'y a pas si longtemps, pour

faire adopter sa motion. En 1918, le mâle dominant du Canada était aussi le chef du Parti conservateur. Or, celui-ci avait aussi besoin de l'appui du Parti libéral pour faire passer son projet de conscription militaire. De façon semblable à aujourd'hui, il recruta des libéraux pour former un gouvernement unioniste!

Pour la suite, fini de rire, parce que ce n'est plus drôle. La loi permettant la conscription fut adoptée et le triomphant gouvernement se servit de 400 000 prolétaires de plus pour défendre les intérêts de l'Empire britannique dans un conflit qui aurait pu être beaucoup moins atroce sans des alliances servant une minuscule classe d'aristocrates qui n'ont jamais été au front.

Lorsque la population de Québec manifesta son opposition dans une série d'émeutes entre le 28 mars et le 1er avril 1918, on fit installer une mitrailleuse au carrefour des rues St-Vallier, St-Joseph et Bagot, pour tirer sur la foule. Résultat: 4 morts et plus de 75 blessés.

90 ans plus tard, nous commémorons cet événement douloureux et le gouvernement, lui, se prépare à rire de nous en répétant l'histoire.

Ce 28 mars, marchons solidairement pour Honoré Bergeron, Alexandre Bussières, Édouard Tremblay et Georges Demeule, coupables comme nous d'idées antimilitaristes et réprimés dans le sang il y a 90 ans. Montrons que la répression est inutile parce qu'aujourd'hui comme hier, nous rejetons leur guerre!

Le mouvement populaire défend la gratuité scolaire

Tout le monde devrait s'intéresser à la question de l'éducation! Il est profondément injuste de laisser les mouvements étudiants se démerder seuls face à la contre-offensive idéologique des tenants du dégel des frais de scolarité.

L'automne dernier, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ) prenait position pour la gratuité scolaire. Fait rare, plutôt que de se limiter à cette position, le mouvement a choisi de produire son propre argumentaire et de le diffuser. C'est ainsi qu'une brochure intitulée «La gratuité scolaire: de la garderie à l'université... au nom de notre droit à

l'éducation!» vient d'être diffusée dans 333 groupes communautaires de la belle province.

L'éducation n'est pas une marchandise...

L'argumentaire du mouvement d'éducation populaire commence par une évidence qu'on a tendance à oublier dans certaines salles de rédaction : l'éducation est un droit! Mieux, le Québec et le Canada ont naguère pris des engagements internationaux à ce chapitre. Ainsi, ils ont signé, en 1976, un Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) qui

...Suite en page 4

1918-2008



Aujourd'hui comme hier :

nous rejetons votre guerre !

Rassemblement --- À QUÉBEC --- 28 mars 2008

Il y a 90 ans, le Canada était engagé dans une guerre impérialiste en Europe. Alors que le flot de volontaires se tarissait, les autorités se sont tournées vers la conscription pour continuer à fournir leur cote-part de chair à canon. C'était le 1er janvier 1918. L'opposition à la conscription était virulente au Québec et l'armée en était réduite à faire la chasse aux conscrits-insoumis dans les villes, provoquant ainsi de nombreux incidents.

Québec fut à l'époque témoin d'une véritable révolte populaire contre la conscription. Du 28 mars au 1er avril 1918, des foules de plusieurs milliers de personnes ont affronté l'armée à main nue dans les rues du centre-ville. Cinq jours d'émeutes pendant lesquels un poste de police est assiégé, des journaux militaristes attaqués et un bureau de l'armée incendié. Cinq jours qui se sont terminés par un bain de sang dans le quartier Saint-Sauveur quand l'armée a chargé la foule, faisant 4 morts et 35 blessés.

Aujourd'hui, 90 ans plus tard, le Canada est encore en guerre. Les motifs ne sont pas bien différents : il s'agit une fois de plus d'une guerre impérialiste menée au nom de la démocratie et de la liberté. Mais, hier comme aujourd'hui, les peuples ne sont pas dupes. Il n'y a peut-être pas de conscription mais c'est en notre nom, et avec notre argent, que le Canada fait la guerre. Néanmoins, malgré la propagande incessante, une majorité de la population québécoise s'oppose à la guerre.

Cette opposition populaire doit pouvoir s'exprimer! C'est pourquoi nous marcherons le 28 mars prochain pour commémorer le 90e anniversaire des émeutes contre la conscription et pour manifester notre opposition à la guerre en Afghanistan.

Manifestation anti-militariste

Vendredi le 28 mars

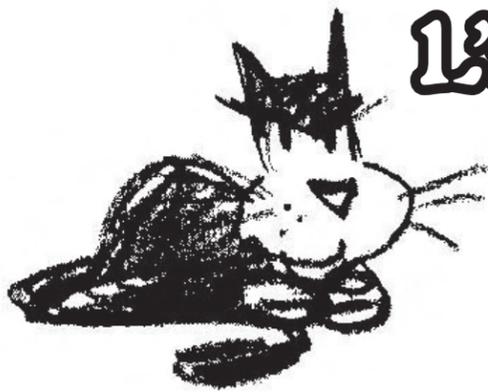
Rassemblement à 17h

Devant la bibliothèque Gabrielle-Roy

Une initiative de la NEFAC.

Infos: nefacquebec@yahoo.ca

Cet appel est appuyé par : Collectif Piranhas, Gauche socialiste, Québec Solidaire (Région de la Capitale nationale), Regroupement autonome des jeunes, PCR-Québec, Personne n'est illégal-Montréal, Bloquez l'empire-Montréal, Association des Étudiantes et des Étudiants en Histoire (UL), Convergence l'Autre 400°, Parti indépendantiste (Taschereau).



L'anarchie de A à Z

« R »

comme Révolution

Notre projet politique, l'égalité et la liberté intégrale pour toutes et tous dans toutes les sphères de la vie, est impossible à réaliser dans le cadre social et politique que nous connaissons.

D'abord, certainEs profitent de l'injustice institutionnalisée et ne céderont pas librement leurs privilèges. Ensuite, la logique interne des systèmes d'oppression et d'exploitation –capitalisme, État, patriarcat—rend toute réforme en profondeur impossible.

Un capitalisme qui n'exploite plus les salariéEs pour accumuler du capital, ce n'est plus le capitalisme. Un État qui ne détient plus le monopole de la violence et qui n'est plus une autorité séparée à laquelle la société doit se soumettre, ce n'est plus l'État. Un patriarcat qui ne hiérarchise plus les genres et qui n'exploite plus les femmes, ce n'est plus le patriarcat. On peut certes faire des gains et arracher des victoires qui rendent le monde un peu plus supportable, mais on ne peut pas éradiquer l'injustice sans changer en profondeur la société. L'émancipation complète exige rien de moins qu'une révolution.

On entend généralement par révolution un changement brusque et radical d'un ordre social et politique. Historiquement, et encore aujourd'hui, la plupart des révolutions ont d'abord été des révolutions politiques et se sont plus ou moins limitées à des changements au niveau de l'État. Comme le changement proposé par les anarchistes va beaucoup plus loin, on parle de révolution sociale.

Nous ne croyons pas au « lendemain du Grand Soir » et nous sommes conscientEs que le changement social est

un processus long qui prend racine dans les luttes au jour le jour, ici et maintenant. Ceci dit, cela n'évacue pas la question de la révolution qui est un aboutissement possible des luttes sociales. La révolution, c'est quand le rapport de force bascule dans le camp du peuple et permet le renversement des anciennes structures de domination et leur remplacement par l'autogestion généralisée.

Il y a un fossé entre la situation actuelle et une situation révolutionnaire. Un fossé tellement grand que plusieurs croient qu'une révolution est impossible. Il est évident qu'elle n'est pas à l'ordre du jour dans l'immédiat et qu'elle ne semble pas prête à le devenir dans un avenir prévisible. Là n'est pas la question.

L'enjeu est de savoir comment augmenter notre rapport de force et faire le pont entre le présent et une situation révolutionnaire. Pour notre part, nous proposons une stratégie de radicalisation des luttes et la création de contre-pouvoirs. Il s'agit de favoriser le développement de la conscience et de l'autonomie des mouvements sociaux. Construire les rapports de force pour pouvoir éventuellement passer à l'offensive. Développer l'autogestion et la démocratie directe dans les luttes. Favoriser les alternatives sociales sans se faire d'illusion.

La révolution est une option stratégique, c'est notre horizon politique. Il ne s'agit ni d'un acte de pure volonté, ni d'une formule incantatoire. C'est une perspective politique. Personne ne contrôle le climat social. Souvent, par le passé, alors que la situation semblait irrémédiablement bloquée, le temps s'est accéléré et la révolution est apparue là où personne ne l'attendait. Si ça cela reproduit, serons-nous prêtEs?

Premier mai communiste libertaire!

Le plan d'action de la NEFAC-Montréal



Le 1^{er} mai est un jour de commémoration des luttes passées et présentes des travailleurs et travailleuses, des précaires et de tous les exploités pour de meilleures conditions de vie. En plus d'être un événement majeur de l'histoire du mouvement ouvrier, c'est aussi un

moment important du mouvement libertaire que nous souhaitons garder bien présent dans la mémoire collective. Rappelons-nous qu'à Chicago en 1886, c'était des anarchistes qui animèrent la lutte pour la journée de travail de 8 heures, à l'origine du 1^{er} mai.

Cette année, pour le 1^{er} mai, nous lancerons une campagne afin de maintenir et élargir le droit de grève. La loi 43 qui s'étend à l'ensemble du secteur public au Québec, provient du refus du gouvernement Libéral de négocier en 2005 avec les travailleurs et travailleuses du secteur public. Il est clair que l'État et éventuellement le patronat tenteront de nous imposer cette loi matraque à toutes les sauces. C'est une puissante arme dont disposent nos opposants et contre laquelle nous devons tous et toutes lutter! Lors du 1^{er} mai, nous proposerons la mise sur pied d'une coalition élargie afin de lutter contre cet affront de l'État qui tente toujours un peu plus de nous imposer ses politiques néolibérales.

Aussi, dans la semaine menant au 1^{er} mai, nous mettrons une emphase particulière sur le syndicalisme de combat comme moyen de lutte pour les travailleurs et travailleuses précaires en organisant diverses actions directes, afin de reprendre des salaires impayés et/ou imposer le respect des non-syndiquéEs dans leurs lieux de travail. Si vous avez des comptes à régler avec votre employeur, n'hésitez pas à nous contacter à mtl@nefac.net avec la mention « action syndicale ». Ensemble, nous irons réclamer justice.

Le 1^{er} mai en soirée, nous rejoindrons la manifestation autonome et révolutionnaire afin de nous unir avec d'autres forces anarchistes et communistes sous le slogan unitaire « un monde meilleur est possible, sans le capitalisme! » De plus, nous lançons un appel à nous rejoindre dans le contingent «Précaires en colère» avec le Réseau de solidarité des travailleurs-euses et autres groupes alliés, lors de la grande manifestation syndicale du 3 mai.

Si vous avez envie de participer à la campagne pour le droit de grève, aux actions syndicales directes, à la manifestation autonome et révolutionnaire ou bien au contingent «Précaires en colère», contactez nous à mtl@nefac.net avec la mention « 1^{er} mai 2008 ».

En tant que communistes libertaires, nous ne croyons pas que la révolution peut être dictée par une avant garde. Au contraire, ce sera l'action collective et coordonnée de la classe ouvrière qui en sera le moteur. Nous croyons qu'une vraie rupture révolutionnaire peut s'opérer à même les mouvements sociaux. Ainsi, nous cherchons à avoir une assise dans nos milieux de travail et nos communautés, là où les germes de la résistance peuvent prendre racine. Notre rôle y est double : d'abord par appartenance de classe afin d'améliorer nos conditions immédiates, mais aussi pour être présents politiquement et défendre une stratégie révolutionnaire. Le 1^{er} mai sera donc l'occasion pour les communistes libertaires de démontrer qu'il existe une alternative libertaire révolutionnaire et combative pour tous les travailleurs et travailleuses qui exigent le respect et des conditions de vie décentes de leur patron. Si vous pensez comme nous que le communisme et la liberté sont possibles et nécessaires : participez au 1^{er} mai communiste libertaire!

Cause Commune

numéro 19 - printemps 2008
Journal anarchiste - www.nefac.net

Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de chez-vous.

Contacts :

Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
Saguenay/Lac St-Jean: lenoirtlerouge@hotmail.com
Trois-Rivières : la_reponse@hotmail.com

Ce sont les membres de l'organisation qui paient l'essentiel des frais de *Cause commune*, un peu plus de 500\$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1% et 2% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.

9e Salon du livre anarchiste

WWW.SALONANARCHISTE.CA



"la liberté des autres étend la mienne à l'infini" - bakounine
intéressé-e par l'anarchisme?
venez donc nous voir!

le 17 mai 2008 ★ 10h-18h

suivi d'une journée d'ateliers le 18 mai 2008

CEDA, 2515 rue Delisle

activités pour enfants - salle principale accessible aux fauteuils roulants - GRATUIT!
Pour plus d'info concernant l'accès ou en général: 514-659-9050



Le blogue d'information politique

La Commune

WWW.NEFACMTL.BLOGSPOT.COM

2033, St-Laurent, Montréal

L'INSOUMISE

Librairie Anarchiste

Livres, revues, brochures et journaux

Horaires :

Lundi :	fermé
Mardi - mercredi :	de 12h à 18h00
Jeudi - Vendredi :	de 12h à 21h00
Samedi - Dimanche :	de 12h à 18h00

Pour nous joindre : 514-313-3489

Après l'Irak et l'Afghanistan

L'or noir attire les vautours en Afrique

Depuis quelques semaines, les médias bourgeois nous rapportent des bribes d'informations à propos d'un conflit soi-disant de basse intensité au Tchad. De leur point de vue, la situation semble simple mais ils ne mentionnent pas que cette guerre civile créée de toute pièce est un terrain d'affrontement pour deux pays impérialistes, soit la France et les États-Unis.



d'oléoduc a été dénoncé par la population tchadienne et différentes ONG.

L'entente avec la Banque Mondiale stipulait que le Tchad recevrait 10% des recettes pétrolières, mais Déby, voulant consolider son appareil répressif, a dénoncé cet accord et demandé 12,5%, dans le but évident de plaire à la population tchadienne. En réaction, la Banque Mondiale a

soudainement réalisé la nature autoritaire de son régime et décidé de bloquer les avoirs du gouvernement.

Rebelles formés par les USA

Une partie des forces militaires qui tentent de renverser le dictateur et qui proviennent du Soudan ont été formés et entraînés par le gouvernement américain. Celui-ci, dans un souci d'efficacité et de sécurité, a d'ailleurs financé tant des groupes de chrétiens intégristes que des fondamentalistes musulmans.

Une guerre économique entre deux puissances, la France et les États-Unis, qui tentent à tout prix de contrôler les ressources pétrolières de cette région, voilà ce qui se trame réellement au Tchad. Et comme si ce n'était pas assez, la Chine, qui est en pleine crise énergétique, tente elle aussi de consolider son emprise sur cette région en allant chercher des ressources pétrolières au Nigéria, au Soudan, en Angola, au Congo Brazzaville, au Gabon, au Nigéria, au Niger et en Algérie (4). Ce qui devrait encore ajouter à l'horreur et au génocide engendrés par les intérêts capitalistes de l'occident.

Le capitalisme tente par tous les moyens d'accroître sa courbe de profits. L'Afrique subit donc actuellement sa deuxième vague de colonialisme et son lot de guerre et d'horreurs. Les pays en voie de développement qui n'étaient pas à priori rentables économiquement sont devenus des enjeux importants pour les impérialismes au plan stratégique, militaire, géopolitique et représentent, une fois les rapports de force établis, des enjeux économiques cruciaux pour les pays impérialistes qui tentent d'imposer leur domination par le biais de leur transnationales.

Le changement ne pourra se faire que par une prise de conscience collective de ces peuples et par la lutte des classes.

Notes:

- (1) <http://www.bdpqabon.org/content/view/3573/91/>
- (2) <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie-Affaires/2008/02/01/002-exxon-mobil-profits.shtml>
- (3) <http://www.leblogfinance.com/2007/06/missions-de-lon.html>
- (4) <http://www.afrik.com/article9773.html>

À la tête du Tchad, on retrouve le dictateur Idriss Déby. C'est une marionnette soutenue par la France depuis le début des années 1990, comme plusieurs présidents qui l'ont précédé depuis les « indépendances » des pays africains. Élu dans un climat de fraude électorale impliquant l'armée et la France, il règne grâce aux mêmes méthodes dictatoriales et meurtrières caractéristiques de la plupart des régimes politiques de cette partie de l'Afrique(1).

La France, qui minimise son implication, est prête à défendre le régime de Déby contre les rebelles. Officiellement, c'est au nom de la démocratie et des droits humains qu'elle le fait, puisque Déby a été élu, mais ces affirmations cachent mal les intérêts financiers de la France dans ce pays. D'ailleurs, au Darfour, la région frontalière du Tchad, l'EUFOR (Force Opérationnelle de l'Union Européenne) est déployée avec 3700 hommes dont les deux tiers sont des éléments de l'armée française prêts à intervenir si leurs intérêts sont menacés.

Depuis 2003, Déby a fait face à plusieurs tentatives de coup d'état organisées par l'ancienne élite du pays. Celle-ci a rejoint les armées du nord, de l'est et du sud du pays et certains de ces régiments rebelles sont soutenus par le Soudan, dont la région du Darfour a été ces dernières années le théâtre de violences ayant causé la mort de plus de 2 millions de personnes. Ce qui n'empêche pas qu'il est prévu que 2 millions de barils de pétrole seront extraits en 2008 au Soudan par le consortium étatsunien regroupant Exxon Mobil, Chevron et la malaisienne Petronas.

Enjeu : le pétrole

Un enjeu majeur du conflit au Tchad est la prise de contrôle des gisements pétroliers. La rente pétrolière du Tchad fait depuis plusieurs années l'objet d'un conflit ouvert avec la Banque Mondiale. Celle-ci s'était engagée dans le financement d'un projet d'oléoduc Tchad-Cameroun par le biais d'un consortium dirigé par Exxon Mobil, qui a enregistré en 2007 le profit net annuel le plus important jamais vu pour une compagnie étatsunienne (40,6 milliards \$ pour un chiffre d'affaire de 404,5 milliards \$!) (2) Ce projet

Critique de livre : Pour changer le monde

Affiches des mouvements sociaux au Québec (1966-2007)

Rassembler en un livre 40 ans d'affiches sociales et politiques est un projet pour le moins ambitieux. C'était le rêve de David Widginton qui s'est associé à deux vieux routiers de l'affiche militante, Jean-Pierre Boyer et Jean Desjardins du Centre de recherche en imagerie populaire (CRIP). Le résultat, *Pour changer le monde*, publié conjointement par Lux et Cumulus Press en février, est tout simplement époustouflant. Les affiches passent tellement vite --et la plupart sont tellement laides et vite faites-- qu'on oublie que d'autres sont de véritables œuvres d'art ou de petits chefs d'œuvre de propagande.



Les auteurs ont pigé dans la collection de 20 000 affiches du CRIP, auxquelles Widginton a ajouté 300 affiches plus récentes collectées dans les réseaux militants, pour en choisir 659. Les plus belles, les plus parlantes et les plus pertinentes. Tous les mouvements y passent: syndical, politique, populaire, féministe, groupes de pression, solidarité internationale, contre-culture, altermondialisme. Fait à noter, le livre ne s'arrête pas qu'aux groupes les mieux établis, ni aux affiches les plus «pro». D'obscurs groupes radicaux (comme la NEFAC!) ont droit de cité... Autre fait à noter, les auteurs ne se sont pas limités à Montréal: on reconnaît certaines affiches de la capitale (pas juste celles du Sommet des Amériques!) et d'autres venues d'ailleurs.

À lire --chaque section est introduite par un texte-- et, surtout, à voir. On en ressort avec une véritable histoire graphique de la contestation. Un beau livre, abordable en plus, pour trouver de l'inspiration, se rappeler et mesurer le chemin parcouru.

Droit au logement

Le FRAPRU propose le camp des 4 sans

Environ 250 locataires ont défilé à Québec, le 11 mars, à l'appel du FRAPRU. Ultime pression avant le dépôt du budget provincial, la manif était également prétexte à annoncer le *Camp des 4 sans* qui aura lieu cet été, en plein 400^e anniversaire de la Ville de Québec.

Le logement laissé pour compte

Depuis deux ans, le logement est laissé pour compte dans les budgets libéraux. Le premier budget de Monique Jérôme-Forget avait été désastreux à ce chapitre. Les investissements prévus étaient rachitiques: 2000 logements en deux ans alors que des projets totalisant 10 000 unités sont dans les cartons des GRT (groupes communautaires développant des coopératives d'habitation et des OSBL). À Québec, la chute a été drastique: de 440 nouveaux logements sociaux il y a deux ans, on est passé à 78 l'an dernier. Or, le nouveau budget prévoit exactement la même chose pour deux années supplémentaires.

Pourtant, la crise du logement perdure. Québec est d'ailleurs championne québécoise à ce chapitre (il s'agit de la ville québécoise la plus touchée). Véronique Laflamme, intervenante dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, estime que l'été 2008 sera particulièrement dur pour les locataires de Québec: «Alors que le taux d'inoccupation des logements locatifs devrait être de 3 %, il n'est que de 1,2 % dans la région métropolitaine de Québec et chute à 0,9 % dans le cas des logements familiaux de deux chambres à coucher et plus. Quant aux logements pour familles à plus faible revenu, ils sont à peu près inexistant, ce qui n'est pas surprenant compte tenu que le coût du logement a augmenté en moyenne de 24 % depuis l'an 2000». Et c'est exactement la même chose qui se vit dans toutes les régions. Seulement, voilà, ça ne fait plus la manchette et ce n'est plus sur l'écran radar des politiciens.

Frapper un grand coup

Le FRAPRU chiffre ses demandes à 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans. L'idée est de relancer le développement du logement social avec un programme ambitieux qui s'étalerait sur un mandat. À moyen terme, l'objectif est de doubler le nombre de logements sociaux, soit l'équivalent de 20% des logements locatifs. Évidemment, c'est extrêmement ambitieux dans le contexte politique actuel. C'est pourquoi le mouvement veut frapper un grand coup.

L'idée du FRAPRU est d'organiser un campement à Québec, en plein 400^e. Le nom choisi est le *Camp des 4 sans* puisqu'il s'adressera «aux sans toit, aux sans l'sou, aux sans droits et aux sans voix». L'ouverture du camp est prévue pour le 26 juin. Une manifestation nationale aura lieu le 28 juin dans les rues de la Capitale. À suivre... (Info: www.frapru.qc.ca)

Écoutez l'émission
Lisez le blogue...

VOIX DE FAITS
par le Collectif anarchiste La Nuit (NEFAC-Québec)

- ★ Actualité sociale et politique
- ★ Perspective libertaire
- ★ Luites sociales
- ★ Mouvements
- ★ Contre-culture

À la radio :

**MERCREDI
20H**
Rediffusion jeudi 15h

Sur le web :
voixdefaits.blogspot.com

ckia 88,3
RADIO BASSE-VILLE QUÉBEC

Sur les lignes...

Chronique syndicale

Blocages et grèves à Chibougamau

Les SOS avaient déjà retenti plusieurs fois à Chibougamau, en raison des difficultés de fonctionnement de l'usine Chantiers Chibougamau, une compagnie entièrement québécoise qui œuvre dans la 2^e et 3^e transformation du bois. Principal employeur de la ville, qui compte environ 7500 habitantEs, l'usine emploierait près de 700 personnes. Mais, récemment, un quart de sa production fut retranchée par manque de bois. La grogne a monté d'un cran lorsque le gouvernement a attribué du bois du Parc Chibougamau à AbitibiBowater, une multinationale étrangère.

Le 9 mars 2008 en soirée, le Groupe d'action pour la sauvegarde de Chantiers Chibougamau a organisé, à l'aréna locale, une assemblée à laquelle plus de 900 personnes ont assisté afin de préparer une action bien spéciale. Ils et elles ont décidé que les moyens de pression devaient continuer et qu'un barrage pourrait être érigé sur la route avec la participation de la population. Il a également été décidé que les citoyenNEs puissent continuer à se déplacer malgré les moyens de pression.

Le lendemain, 10 mars, dès 6h00, le barrage fut érigé sur «La porte du Nord», la route 167, menant entre autres à la Baie James. Dès 9h, près de 400 personnes étaient regroupées près du Centre administratif d'Hydro-Québec (km 228), empêchant les employéEs d'aller y travailler.

Le barrage a empêché le passage des véhicules lourds et des sous-traitants, paralysant du même coup la construction du barrage d'Eastmain 1A. La plupart des commerces de la ville sont demeurés fermés en solidarité avec les travailleurs/euses.

Beaucoup de travailleurs/euses du Syndicat des Métallos de Chantiers Chibougamau participent également à l'action. La localité est très solidaire face aux revendications de ses travailleurs/euses puisqu'il y a beaucoup de crainte pour l'avenir de l'usine. Pour ajouter aux difficultés actuelles de l'établissement, on peut prévoir une diminution de l'approvisionnement en bois de 50 à 60%, le 1^{er} avril ce qui pourrait être catastrophique pour le rendement de l'entreprise et l'avenir de la région. Les travailleurs/euses réclament qu'on garantisse la conservation de 100% de leur approvisionnement actuel en bois, soit 800 000 mètres cubes, et une partie du bois du Parc Chibougamau que le gouvernement a attribué à AbitibiBowater.

Quelques politiciens et élus, dont le maire Donald Bubar, ont cherché à se faire du capital politique sur les événements. Du côté de Québec, les chefs de l'opposition ont appelé à des mesures immédiates pour la survie de l'usine et de la paix sociale. Le Ministre des ressources naturelles, Claude Béchar, lors d'une apparition publique le 11 mars, a affirmé qu'il souhaitait voir les travailleurs et travailleuses cesser le blocage de la route et être patientEs envers le gouvernement, que le dossier avait besoin d'être revu. Message entendu par les syndiquéEs puisque le barrage a finalement été levé pour reprendre les négociations.

Assez des fausses promesses. Voyez ce que le gouvernement réserve à l'avenir des régions non-centrales. Faisons tomber les masques, seule la lutte paie !

Infos reprises du blogue resistance-02.blogspot.com

Un record à Québec

On a tendance à l'oublier mais la région de Québec vit actuellement l'un des plus importants lock-out de la province. Pétro-Canada, dans l'est de Montréal, a réussi récemment à mettre plus de syndiquéEs à la rue mais le Journal de Scabec bat des records de longévité. Onze mois que ça dure.

Ça fait tellement longtemps qu'on les voit tous les matins dans la rue qu'on a oublié que les artisanEs de Média Matin Québec sont en lock-out et que leur quotidien gratuit est un moyen de pression représentant un autre record: celui du quotidien publié le plus longtemps sans patron.

Un patron de choc

Le père Péladeau, qui devait une bonne partie de ses succès d'éditeur aux déboires syndicaux de la compétition, avait une peur bleue des grèves. En 40 ans, le Journal de Québec n'avait jamais connu ne serait-ce qu'une seule journée de grève.

Comme patron, Pierre-Karl Peladeau n'est pas mieux que son père... il est pire! Selon le Syndicat canadien de la fonction publique (qui syndique bon nombre d'employéEs de l'empire Quebecor), les lock-out sont apparus depuis que le fils a pris les rennes de la compagnie. Dans les dix dernières années de la vie du père, il y a eu 3 lock-out chez Quebecor Media, tous au Journal de Montréal alors que... c'était le fils qui menait les négos! Depuis la mort du fondateur de l'empire, il y a eu 9 autres lock-out, dont certains très longs (un an chez Videotron).

Bref, Pierre-Karl est un patron de choc. Et ça se reflète dans toutes les sphères d'activités. Il n'y a pas que les syndiquéEs qui goûtent à sa médecine de cheval. Parlez-en au CRTC ou au Fonds canadien de la télévision.

Le 2 mars, le lock-out au Journal de Québec est devenu le plus long conflit à survenir dans un quotidien francophone au Canada.

Drette dans le mur?

Combien de temps l'empire pourra-t-il se payer le luxe d'un lock-out? Les journaux sont des bibittes fragiles, Quebecor devrait être bien placé pour le savoir puisque ses quotidiens ont commencé leur ascension à la faveur de grèves longues et dures à La Presse et au Soleil. Selon les chiffres de l'industrie, l'autre quotidien de la capitale a gagné plus de 26 000 lectrices et lecteurs depuis le début du lock-out. Combien de temps le lectorat et les annonceurs toléreront-ils un Journal de Scabec mal écrit par «on ne sait trop qui» et mal imprimé «on ne sait trop où»? C'est déjà surprenant que ça ait duré jusqu'ici.

Une porte de sortie

Jusqu'à maintenant, les lockoutés du Journal de Québec ont fait preuve d'imagination et d'audace pour s'attirer et conserver la sympathie des gérants d'estrades radiophoniques et d'une opinion publique pourtant réputée pour son antisindicalisme. Pas de piquetage, pas de vandalisme, une image de bons gars et de bonnes filles, travaillant et propres sur eux. Comme dirait Anne Sylvestre, ça ne se voit pas du tout (que ce sont des syndiquéEs en lutte). Sauf que c'est insuffisant. Faudra trouver mieux pour augmenter la pression.

Ce sont les collègues de la compétition qui offrent la meilleure porte de sortie pour augmenter la pression. Depuis quelques mois, des journalistes expriment spontanément leur solidarité en refusant de travailler en présence de scabs de Canoe (dont les textes aboutissent dans le Journal de Scabec). Et ça marche! Au point où le Premier ministre s'est senti obligé de demander aux journalistes d'arrêter de le faire. Ce serait bête que la concurrence syndicale (la majorité des journalistes solidaires sont à la CSN) empêche les lockoutés de faire appel à la solidarité de classe. Après tout, le refus de collaborer avec des jaunes n'est-elle pas la plus vieille arme de l'arsenal syndical? À quand un mot d'ordre clair?

Gratuité...Suite de la Une

stipule notamment, à l'article 13, que les États signataires s'engagent à rendre l'enseignement supérieur «accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité».

Évidemment, il y a belle lurette que les politiques gouvernementales ne vont plus dans le sens d'une instauration progressive de la gratuité scolaire. L'ONU s'en est d'ailleurs rendu compte et le Canada et ses provinces ont été blâmés sur la scène internationale. Un Comité de l'ONU chargé de l'application du PIDESC a même dénoncé «l'effet discriminatoire qu'a depuis 1998 l'augmentation des frais d'études sur les personnes à revenus modestes (...).»

...mais elle coûte cher aux étudiantEs

Actuellement, les étudiantEs paient deux sortes de frais pour fréquenter l'université. Il y a les frais de scolarité, qui sont fixés par le gouvernement québécois, et les frais «afférents», qui sont fixés par les universités. Selon la brochure du MÉPACQ, les frais de scolarité ont connu deux bouleversements au cours des trente dernières années. Une première hausse de 330% a été appliquée entre 1989 et 1996 et le gouvernement en prévoit une deuxième de 30% entre 2007 et 2012. Concrètement, les frais de scolarité, qui étaient de 520\$ par année en 1989, vont être de 2 200\$ par année en 2012. En parallèle, pendant que les frais de scolarité étaient gelés, les universités ont augmenté leurs frais «afférents» de 260% en 15 ans, les faisant passer de 160\$ à 580\$ par an, en moyenne. Si on ajoute ce qui est absolument nécessaire pour étudier (un ordinateur, du papier, des crayons et les livres), un baccalauréat coûte aujourd'hui 11 440\$ aux étudiantEs.

Payer pour étudier : une injustice sociale

Les fabricants de l'opinion publique prétendent que la gratuité scolaire ne profiterait qu'aux riches. Le mouvement d'éducation populaire n'est pas d'accord. Le régime d'aide financière aux études (les prêts et bourses) est discriminatoire. Pendant que les riches et une partie de la classe moyenne peuvent sauver de l'impôt en cotisant à un Régime enregistré d'épargne étude pour leurs enfants, les jeunes issus des classes populaires doivent s'endetter pour étudier. La moitié des étudiants, dont une majorité d'étudiantes (59%), vivent dans la pauvreté et doivent 12 320\$ en moyenne à la fin de leur bac. Pas surprenant, dans ce contexte, que seulement 20% des étudiantEs universitaires viennent de milieux défavorisés contre 43% qui viennent des classes les plus riches de notre société. De fait, 70% des jeunes qui décident de ne pas poursuivre d'études post-secondaires invoquent l'insuffisance des ressources financières. Plusieurs études le démontrent: plus les frais de scolarité sont élevés, moins les jeunes des classes populaires vont à l'université.

La gratuité scolaire n'est pas une utopie

La gratuité scolaire est nécessaire pour combattre l'injustice sociale d'un système d'éducation qui reproduit les inégalités. Financer l'éducation par l'impôt est la seule façon de s'assurer que tout le monde paie sa juste part et que personne ne puisse pas aller à l'école pour des raisons financières. Selon le MÉPACQ, instaurer la gratuité scolaire est loin d'être utopique. Concrètement, le mouvement estime que ça coûterait 356 millions \$ par année.

C'est beaucoup et peu à la fois. Remis en perspective, c'est 0,6% du budget du gouvernement. En comparaison, la dernière baisse d'impôt coûtait deux fois plus que la gratuité scolaire. De plus, lors du dernier budget, le gouvernement a annoncé une baisse progressive de la taxe sur le capital pour les entreprises qui va coûter six fois le coût de la gratuité scolaire. Bref, c'est une question de volonté politique. Comme tout le reste.

En conflit...

Au moment d'écrire ces lignes, 14 mars, il y avait au moins 844 prolos en grève ou en lock-out au Québec



«Ça prend des idées pour changer le monde...»

**Librairie sociale
autogérée**

265 Dorchester, Québec

Ouvert du mardi au dimanche
de 12h à 17h et les jeudi et vendredi jusqu'à 21h